Le parti du cinéma (p. 6)

COMMUNISTES

Conditionner les aides à l'emploi (p. 3)

Vidéo

Le Président de la République vit dans un bunker, traite les Français comme autant de procureurs

Fabien Roussel

Il faut savoir...

Il faut savoir, c'est ouvert ou fermé ? Une enquête du Parisien, ce samedi, indique que si vous voulez aller au restaurant, à Paris, pas de problème : il suffit d'être discret, de connaître les codes et d'avoir le bon profil social. L'enquêteur donne des exemples précis (mais pas les adresses) de brasseries huppées du 16e ou dans le 6e près « d'un tribunal ». Les devantures sont fermées mais l'entrée sur cour ouverte. Dans un établissement, « les clients sont des politiciens et des hommes d'affaires qui passent par une conciergerie de luxe ». Un autre « accueille sa clientèle traditionnelle : des policiers et magistrats ! Ici juste un rideau tiré permet d'être invisible. » Dans une troisième adresse, voici « un financier venu avec cinq de ses collègues ». Pas de masques, pas de distances, et on fume, pour le fun. En conclusion, le reportage note « que les policiers n'ont pas fait la traque des restaurants clandestins une priorité : « On n'a aucune consigne », avance un commissaire. » On l'avait compris, leur priorité, ce serait plutôt de profiter des bonnes tables. ✪

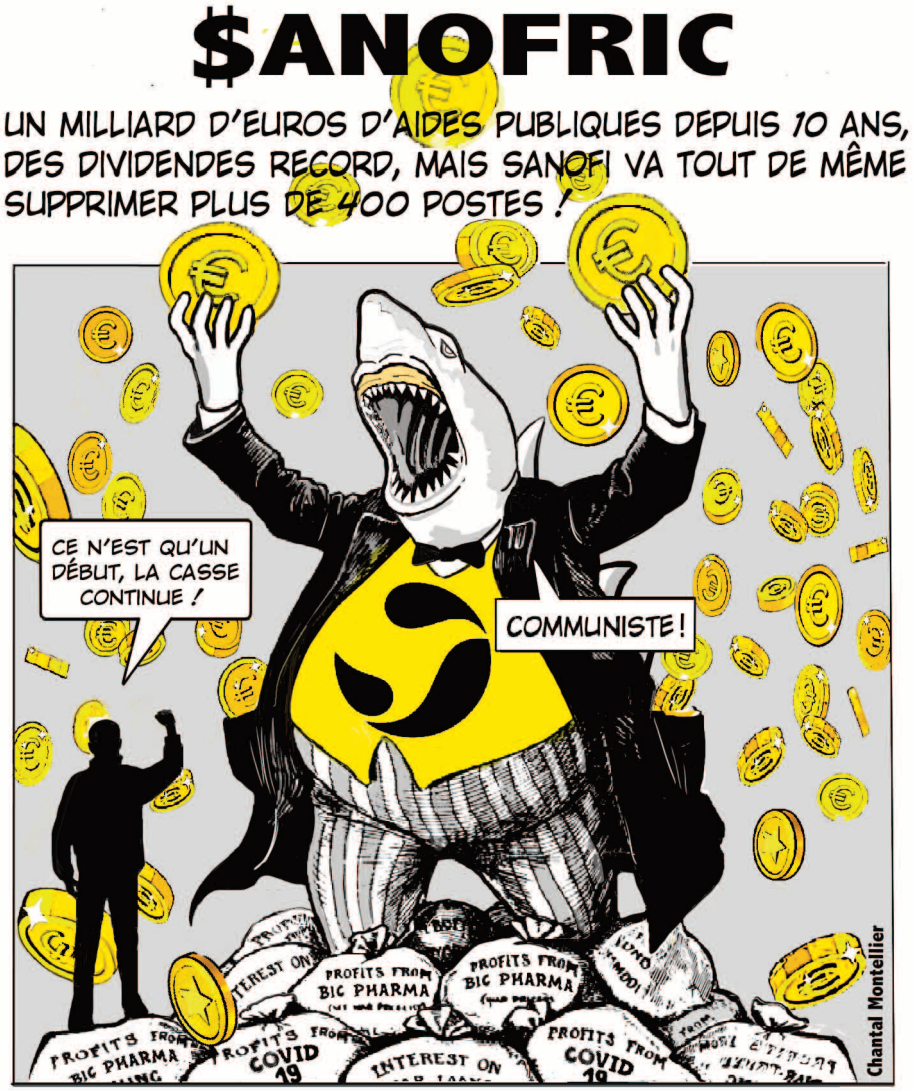
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

27 janvier 11 h 30 : Rassemblement de soutien aux Sanofi, avec Fabien Roussel, Gentilly (94)
27 janvier 13 h : Rassemblement de soutien à la Raffinerie de Total à Grandpuits (77)

28 janvier : Journée d'actions énergie
28 janvier : Journée d'actions des cheminots
29 janvier : Réunion de la commission Défense du PCF en visio
29 janvier 10 h : Signatures pétition des communistes d'Elne (66)
29-30 janvier : Actions des communistes pour faire signer la pétition « pas de profits pour la pandémie », Montreuil (93)
30 janvier : Conseil national
30 janvier : Vente de *l'Humanité* marché de la Ricamarie et permanence à la section à 11 h (42)
30 janvier 12 h-14 h : Visioconférence Enjeux politiques et socio-économiques en temps de pandémie. Analyses et perspectives de gauche pour l'Afrique et l'Europe. Inscription : fondation Gabriel-Péri
30 janvier 12 h : La manif pour tous remet ça, nous aussi, Hôtel de Ville Le Havre (76)
30 janvier 14 h 30 à 17 heures : Rassemblement place du Trocadéro (Paris) pour les victimes de l'agent orange
30 janvier : Manifestations contre le projet de loi Sécurité globale
30 janvier 15 h : Fabien Roussel se rendra à Montreuil
31 janvier-15 février : Les communistes de l'agglo du Havre devant les portes d'entreprises (76)
31 janvier : Signature de la pétition Pas de profits sur la pandémie, Banyuls (66)
31 janvier 10 h 30 : Cérémonie en mémoire des tziganes victimes du génocide perpétré par les nazis, parc Maurice-Thorez, Ivry (94)

Mais aussi en janvier
Ventes solidaires de fruits et légumes d'hiver au bassin thiernois (63)
Solidarité avec Khaled Bouchajra, Amazon (45)
Solidarité avec les Adapei, opérations gratuité des transports (63)
Victoire pour la gratuité des transports dans le Douaisis (59)
Hommage à Josette et Maurice Audin, Bagnolet (93)
Action de solidarité contre l'isolement, Rive-de-Gier (42)
Solidarité avec To Nga Tran en procès contre une quinzaine de firmes américaines productrices de l'agent orange (91)
Collecte de soutien aux Verallia-Cognac (16), aux travailleurs de la centrale de Gardanne (13)
1er février de 18 h à 20 h : Existe-t-il un contre modèle numérique chinois au GAFAM, Quelle alliance stratégique avec l'Europe ? Direct Facebook, Youtube PCF
1er février 20 h 30 : Le Parti du cinéma, 52 m' sur LCP/Public Sénat (chaîne TNT)
3 février 19 h : Formation régionale IdF, avec Céline Malaisé sur Facebook live PCF Paris
4 février : Journée de mobilisation interprofessionnelle
6 février : Conférence régionale grand Est
6 février 11 h : Sauvons la gare de Lomme (59)
6 février 14 h : Webinaire avec convergence des services publics, « Quelle sécurité sociale face à la perte d'autonomie ? »
8 février de 18 h à 20 h : Télétravail, uberisation, robotisation… le numérique révolutionne-t-il l'entreprise? Direct Youtube-Facebook PCF
9 février 18 h 30 : Les cultures de la Ville rendent libre, Webinaire sur Instagram et Facebook, section Ivry-sur-Seine (94)
11 février 18 h : 100 ans du PCF, Manufacture des tabacs de Nantes (44)
13 février : Première journée des états généraux de l'énergie du PCF
15 février de 18 h à 20 h : Les youtubeurs ont-ils hacké Google et les médias ? Direct Facebook-Youtube PCF
22 février de 18 h à 20 h : Interdire la reconnaissance faciale sécuritaire pour combattre le capitalisme de la surveillance

Licenciements, suppressions d'emplois, luttes, propositions

Sanofi, Michelin, Thalès, Air France KLM, Les Fonderies du Poitou, Derichebourg Aeronautics, Mecafi, Jacob Delafon, Auchan, Comatelec, Sodexo… La litanie pourrait continuer encore, et elle fait froid dans le dos. Ces derniers mois, les annonces de si mal nommés « plans de sauvegarde de l'emploi » se sont succédé, trop souvent assorties d'une tentative de nous faire croire que ces suppressions d'emplois massives sont une conséquence de la pandémie de la Covid-19.

Pourtant, certains de ces plans étaient prévus bien avant la crise, tandis que d'autres ont été annoncés au sein d'entreprises dont les carnets de commandes sont pleins, comme par exemple dans le cas de l'équipementier aéronautique Lisi-Creuzet. Or, ces vagues de licenciements interviennent au sein de groupes ayant pour la plupart bénéficié d'aides publiques depuis des années, notamment du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ou du Crédit d'impôt recherche (CIR). Surtout, nombre de ces groupes ont été aidés par l'État pendant la crise sanitaire, que ce soit sous la forme de Prêts garantis par l'État ou de chômage partiel. Les exemples sont nombreux, tel celui du voyagiste TUI France qui se débarrasse – il n'y a pas d'autres termes lorsqu'un directeur annonce un PSE par visioconférence sans concertation depuis sa résidence au Maroc – de 60 % de ses effectifs français alors que 100 millions d'euros de prêts garantis par l'État allemand ont été consacrés à la branche française.

Si encore ces groupes s'appliquaient à eux-mêmes leurs pratiques austéritaires d'économies de bouts de chandelles, sans doute la pilule passerait-elle mieux. Mais loin de mettre en pratique les vertus qu'ils prêchent – pour les autres –, les actionnaires n'ont de cesse de continuer à se verser leurs dividendes et à les augmenter toujours davantage. La tendance est au profit immédiat, même en période de crise, sans vision d'avenir pour les entreprises devenues les cibles de ces parasites voraces qui ponctionnent tant et plus de dividendes. Dividendes par ailleurs chers payés, puisque ce faisant ils dépouillent la recherche et le développement, les investissements, la formation… et, bien évidemment, les salariés qui en paient le prix, sans compter les bassins d'emplois sinistrés et la perte d'attractivité des territoires concernés. Car les entreprises ne sont pas – ou plutôt, ne devraient pas être – des jouets aux mains des actionnaires : elles représentent la force productive de la France, elles fonctionnent grâce aux salariés, à leurs savoir-faire et leurs compétences, sont en lien direct avec leurs sous-traitants qui bien souvent dépendent d'elles. Plus grave, cette tendance traduit une modification profonde du rapport à la souveraineté de la France et de sa stratégie industrielle, à l'œuvre depuis des décennies.

Qu'on se penche un instant seulement sur le cas de Sanofi qui a annoncé 400 suppressions d'emplois cette année. Qu'est-ce qui se cache derrière ce plan, au-delà des pertes d'emplois – dramatiques – pour les salariés, et de la perte de compétences et de savoir-faire ? Ces 400 emplois concernent la recherche et développement, ce qui, pour un pharmaceutique en pleine pandémie, donne le frisson, d'autant que ce sont en tout quelque 1 000 emplois en France qui sont visés sur trois ans. Or, au cours des dix dernières années, Sanofi a touché autour d'un milliard d'euros de crédits d'impôts divers (CIR, CICE). Et n'oublions pas que l'entreprise bénéficie des remboursements de médicaments de la Sécurité sociale, ce qui représente 80 % de son chiffre d'affaires – chiffre d'affaires d'ailleurs en hausse du fait de la vente d'antidouleur en période de pandémie de la Covid-19. Ce serait risible si ce n'était pas si tragique.

Le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste au Sénat porte la conditionnalité des aides publiques aux garanties d'emplois, ainsi que les enjeux de souveraineté et la nécessaire réindustrialisation de la France. ✪

Fabien Gay
sénateur

Pour sortir de la crise, une autre utilisation de l'argent !

« Quoi qu'il en coûte » : sous prétexte de conjurer l'effondrement économique qui menaçait avant la pandémie, et que celle-ci a précipité, des masses énormes d'argent sont mobilisées. En France, la récession et les dépenses supplémentaires entraînées par le chômage partiel et par le soutien aux entreprises ont creusé le déficit public de près de 200 milliards en 2020.

Tout cela n'est possible que parce que les banques centrales inondent les banques et les marchés financiers d'argent gratuit, voire subventionné (la BCE pratique un taux négatif, -1 %, pour ses prêts aux banques de la zone euro qui financent les entreprises et les ménages). Mais cet argent (1 650 milliards d'euros d'achats de titres et jusqu'à 3 000 milliards de prêts aux banques) n'est pas utilisé pour développer les services publics, ni pour protéger les salariés contre le tsunami du chômage. Banques et détenteurs de portefeuilles financiers s'en servent avec un seul mot d'ordre, celui qui inspire aussi la politique du gouvernement français : redevenez rentables !

Mais c'est précisément de là que vient la crise : de la dévitalisation des systèmes de santé et de tous les services publics au nom de l'austérité budgétaire, des pressions sur les salaires au nom de la baisse du coût du travail qui affaiblissent structurellement la demande, de l'insuffisance des dépenses de formation et de recherche qui conduisent à une mise en œuvre perverse et inefficace des nouvelles technologies… Ce sont là les dégâts de la domination du capital.

Ce n'est donc pas le retour à la rentabilité du capital qu'il faut privilégier, tout au contraire ! Ce sont les capacités de tous les êtres humains à se développer, à créer des richesses, à coopérer en partageant la production et l'usage de ces biens communs que sont le climat, la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau… Préparer l'avenir, ce n'est pas mettre les salariés au chômage, c'est sécuriser la situation et les revenus de toutes et tous, et développer massivement la formation, moyen d'une libre participation de chacune et chacun à la construction d'une économie émancipée du capital et de sa prédation sur la nature et sur les êtres humains.

Cela demande donc une tout autre utilisation de l'argent public, des profits des entreprises et de l'argent des banques.

Les grands groupes de l'industrie et des services, les compagnies d'assurances doivent assumer leur responsabilité sociale et écologique en faveur des salariés et des sous-traitants. Ils doivent contribuer au financement d'un plan d'urgence pour les services publics. Il faut pour cela que les salariés et leurs représentants disposent de nouveaux pouvoirs de proposition et d'intervention sur l'utilisation de l'argent dans les entreprises. Il faut aussi que l'administration fiscale retrouve les moyens de contrôler les stratégies fiscales des grands groupes et de combattre l'évasion fiscale.

Appuyées sur la masse énorme des dépôts de tous les citoyens, et sur celle des refinancements de l'Eurosystème (la Banque centrale européenne et les 19 banques centrales nationales de la zone euro), les banques doivent réserver leurs crédits aux projets répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociale (emploi, salaires, formation), écologique. Elles doivent financer un programme de prêts à taux massivement réduits aux TPE-PME qui s'engagent à préserver l'emploi et les salaires de leurs salariés.

L'Eurosystème doit cesser d'injecter aveuglément des centaines de milliards d'euros sur les marchés financiers par ses achats de titres (*quantitative easing*). La monnaie qu'il crée massivement doit aller à un fonds européen de développement des services publics, finançant des projets démocratiquement élaborés, décidés, réalisés, contrôlés dans les différents pays de l'UE. Tout de suite, cet argent peut être prêté, en France, à la Caisse des dépôts et consignations et à BPI France pour alimenter un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation pour le soutien aux TPE-PME (garanties et bonifications d'intérêts) et pour le développement des services publics (santé, éducation, recherche, transports, énergie, sécurité, justice…).

Voilà autant de missions nouvelles pour toutes les institutions financières : elles rendent encore plus nécessaire la sécurisation de l'emploi et de la formation pour celles et ceux qui y travaillent, au lieu des annonces de suppressions d'emplois qui pleuvent sur les salariés des banques, et des politiques d'austérité qui mettent dans le collimateur les agents des administrations économiques et financières.

Nous appelons les compagnies d'assurance, les banques publiques, mutualistes et privées, la Caisse des dépôts, la Banque de France, les administrations du ministère de l'Économie et des Finances à jouer un rôle nouveau dans cette bataille de civilisation. Nombre de leurs salariés sont disponibles pour aider à la construction des rapports de forces, dans les luttes et dans les rassemblements politiques, en faveur de ces propositions.

Nous demandons qu'elles soient mises à l'ordre du jour de conférences locales, régionales et nationale pour l'emploi, la formation et la transformation productive et écologique. Ces conférences réuniraient des représentants des salariés – y compris du secteur bancaire et financier, des entreprises et des institutions financières – les administrations économiques, les élus. Elles adopteraient des objectifs chiffrés et contrôlables de créations d'emplois, de programmes de formation, de recherche. Elles concrétiseraient la mobilisation de toute la société contre la domination du capital et pour une nouvelle logique économique, sociale et écologique ayant en son cœur la sécurisation de l'emploi et de la formation. ✪

Jacques Atlan, Frédéric Boccara, Christian Cordellier, Jean-Louis Corvaisier, Yves Dimicoli, Yvan Donnat, Denis Durand, Jean-Marc Durand, Pascaline Fourgoux, Pascal Gabay, Benoît Garcia, Alain Guichard, Stéphane Guyard, Hervé Hannoteaux, Jean-Paul Krief, Nasser Mansouri-Guilani, Dominique Micat, Marie-France Nardot, Martine Rolland, Philippe Roquencourt, Fabienne Rouchy, Patricia Tejas

De la « startup nation » à la « failed nation[1] »

Lors de son avènement à la Présidence de la République, Emmanuel Macron avait exprimé sa volonté de faire de la France une « startup nation ». On allait voir ce qu'on allait voir, la France, grâce aux startupeurs premiers de cordée, allait devenir un leader mondial des nouvelles technologies en général des « bio tech[2] », des « fin tech[3] », des « légal tech[4] », des « civic tech[5] », de l'intelligence artificielle et du numérique en particulier.

Loin de la magie supposée la « Silicon Valley », rappelons ce qu'est une « startup », c'est-à-dire en français moderne : une entreprise qui démarre. Une « startup » est une entreprise qui n'a pas encore de modèle économique et qui trouve des financements basés sur une spéculation sur la réussite commerciale d'innovations technologiques dont elle est censée être porteuse. Une « startup » se doit de lever un maximum de fonds financiers en faisant exploser son volume d'affaires, en particulier en maintenant des coûts bas pour assurer le plus haut niveau de rentabilité possible. Pour cela, sous la férule d'un « CEO[6] » érigé en gourou au pouvoir dictatorial, on exploite des armées de stagiaires, d'auto-entrepreneurs et de salariés fortement sous-payés au regard des heures effectuées. En France l'objectif réel des fondateurs de startups est d'empocher un maximum d'aides publiques tout en pratiquant l'« optimisation fiscale » (sic) afin de payer un minimum d'impôt, et en cas de réussite de se faire racheter sa technologie au prix fort par un grand groupe. Il ne s'agit en rien de bâtir une entreprise durable et encore moins de contribuer à lutter contre le chômage ou de participer au bien commun d'une nation.

Le concept de « startup nation » est simple : favoriser la naissance d'une multitude de startups par aides publiques et incitations fiscales, faire que quelque-unes deviennent des licornes[7], et que parmi ces licornes naissent avec un peu de chance des géants mondiaux des nouvelles technologies. Or ce schéma relève du conte de fées. Dans la vraie vie cela ne se passe pas comme ça, en particulier aux États-Unis : une startup comme Telsa-Space X n'aurait pu voir le jour et se développer sans le financement massif du Pentagone, de la NASA et l'exploitation de la « recherche & développement » des plus riches laboratoires universitaires des États-Unis. Aux États-Unis les premières startups sont nées dans les années 1920 dans le sillage du développement technologique de la télégraphie sans fil. Il s'agissait et s'agit toujours, dans le contexte juridique, démographique, géographique et économique particulier des États-Unis, de contourner la bureaucratie et la technocratie étouffantes des grandes entreprises et de l'État fédéral afin de financer des projets technologiques hétérodoxes. Le pari étant que sur des dizaines de milliers de projets qui échouent faute de trouver une utilité ou un modèle commercial, quelques-uns réussissent.

Les États-Unis ne sont pas une startup nation, mais leurs startups participent de leur domination mondiale dans le domaine des technologies nouvelles. Cet éco système des startups ne pourrait exister sans les riches et la puissance des laboratoires des universités de ce pays, sans l'intervention et le soutien de l'État via ses agences comme la NASA ou la DARPA[8], montrant ainsi que pour les États-Unis le libéralisme n'est qu'un produit d'exportation. En s'appuyant sur son richissime complexe militaro-industriel et sur une base industrielle qui reste puissante, seule la puissance du capitalisme américain peut se payer le luxe du système des startups qui est hyper spéculatif, très coûteux en ressources financières, générateur d'énormes gâchis humains, mais qui permet de produire les GAFAM, Tesla, SpaceXX, Intel, Cisco, Moderna, et bien d'autres groupes en situation d'oligopole… Or le contexte du capitalisme français est tout autre, le pays a été fortement désindustrialisé, les universités sont très loin d'avoir les moyens de leurs homologues étatsuniennes, il n'existe pas d'équivalent à la DARPA, ce qui rend le système des startups inadapté et inadaptable à la réalité française. Imiter servilement les États-Unis ne peut que conduire à l'échec.

L'incapacité à développer un vaccin, la désorganisation de la campagne de vaccination contre la Covid-19 ont fini de démontrer que la «startup nation » avec sa « French tech » n'était qu'un village Potemkine.

En effet, malgré la multiplication des startups de biotech en France, cet éco système est en échec sur la conception d'un vaccin contre la Covid-19. Les startups du numérique ont pour leur part été incapables de concevoir une plateforme globale pour organiser la vaccination. Seul doctolib a proposé une application très frustre de prise de rendez-vous en ligne à partir de son application générale. Or dès l'été, au moment où la plupart des vaccins entraient en phase 3, l'anticipation d'une organisation efficace de la campagne appelait la production d'une plateforme numérique nationale globale pour gérer la logistique, mais aussi les rendez-vous des personnes à vacciner, leur accueil, leur suivi, les ressources humaines et matérielles à mobiliser sur les lieux de vaccination, l'organisation de l'accès à ces lieux, la constitution d'équipes mobiles de vaccination… Dans un pays correctement administré, cette plateforme aurait pu naître d'une mobilisation et d'une coopération coordonnée par l'État entre services publics de santé, services de l'État, pompiers, l'armée avec son service de santé, ses moyens logistiques et la Délégation générale à l'armement, les collectivités territoriales, l'université, le CNRS, le CEA, la Sécurité sociale, les centres et écoles de formation d'informaticiens, la communauté du logiciel libre, les entreprises de la filière informatique, la CNIL et l'ANSSI[9] pour la protection des données. Ce grand projet commun et collectif à toute la nation aurait pu prendre la forme d'un hackathon géant. Pour cela, il aurait fallu avoir un gouvernement qui fasse confiance aux capacités d'initiatives et de créativité de son peuple en entier et non en une poignée de « premiers de cordée ». Or ce gouvernement se défie de son peuple, il en a peur.

Notre pays n'a pas besoin de devenir une « startup nation » pour le seul profit parasitaire de quelques grands groupes capitalistes, il doit simplement faire nation avec et pour tout son peuple. C'est ce à quoi œuvre le Parti communiste français avec ses parlementaires et ses élu·e·s territoriaux. ✪

Yann Le Pollotec
secteur numérique

1. État failli en français, ce terme a été inventé par l'organisme « fund for peace », agent d'influence du « soft power » étatsunien.
2. Biotechnologie.
3. Technologies financières comme les robots de trading, la blokchaine…
4. Technologie pour développer, proposer ou fournir des produits ou des services relatifs au droit et à la justice.
5. Technologies pour organiser le fonctionnement des institutions.
6. Chief Executive Officer, en français moderne un directeur général ou un PDG.
7. Startup valorisée à plus d'un milliard de dollars.
8. Defense advanced research projects agency, homologue de la Délégation pour l'armement (DGA) en France, sauf que la DARPA est dotée de moyens considérables avec l'objectif pour les États-Unis de contourner massivement les règles de l'OMC en matière de technologie.
9. Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Le Parti du cinéma*

En décembre 2020, le Parti communiste français a célébré son centenaire. L'histoire de ce parti, qui a structuré la société française et qui a joué un rôle de premier plan dans la vie politique française du XXe siècle comporte un important volet cinématographique. Malgré sa grande richesse, celui-ci reste méconnu du grand public, voire même des communistes.

Le Parti du Cinéma, écrit et réalisé par Pauline Gallinari et Maxime Grember, nous raconte cette épopée politique et cinématographique en s'attardant sur les films de ceux qui ont fait ce cinéma communiste, comme Jean Renoir, Jean-Paul Le Chanois, Louis Daquin ou encore Jacques Bidou. Leurs témoignages mettent en lumière le rapport innovant qu'a pu entretenir l'un des plus vieux partis de France avec l'image animée.

De sa création en 1920 jusqu'au début des années 1980, le PCF a développé une intense activité cinématographique, sans équivalent dans les autres formations politiques, en impulsant la production, la réalisation et la distribution de centaines de films pour diffuser et défendre ses idées. Unique dans le champ politique français du point de vue de son intérêt pour le cinéma, le PCF peut être considéré comme *le Parti du cinéma*.

Son histoire cinématographique se singularise par une vocation militante et propagandiste, où l'image est mise au service des mots d'ordre communistes, qui évoluent au gré des grands événements nationaux et internationaux du XXe siècle. Si ce dessein est constamment poursuivi, il se décline de multiples manières : au fil des décennies, les procédés techniques évoluent et les expérimentations formelles se diversifient.

Cette aventure a été rendue possible grâce à l'enthousiasme et l'engagement de militants et de passionnés de cinéma, le plus souvent professionnels, qui ont permis aux films d'être fabriqués et vus, en inventant des méthodes de production et de diffusion inédites, alternatives, pour contourner les obstacles. Tout au long de la période, la censure a été l'un d'entre eux, imposant de créer et de développer des circuits de projections parallèles. Si cette censure a bien sûr été celle du secteur du cinéma, où les visas d'exploitation nécessaires à la diffusion en salle étaient refusés, elle a aussi existé en interne, au sein même du PCF, au motif d'un désaccord avec un réalisateur ou de nouveaux impératifs politiques liés aux évolutions de l'actualité.

Ces "communistes du cinéma" ont donné un visage à ce cinéma de Parti pendant plus d'un demi-siècle et l'ont incarné. Naviguant sans cesse entre le cinéma militant et le cinéma professionnel, ils ont établi des ponts avec l'ensemble de la profession, et se sont nourris de différentes expériences dans leurs carrières. Des studios de cinéma et de l'ORTF, des actualités cinématographiques Gaumont et Pathé, en passant par les collectifs de cinéma militant nés après mai 68, les interactions et les influences ont été particulièrement nombreuses, et toujours fécondes. ✪

* *Le Parti du cinéma*, un documentaire de Pauline Gallinari et Maxime Grember, diffusé lundi 1er février 2021 à 20 h 30 sur LCP. Une coproduction La Générale de Production / Ciné-Archives / LCP - Assemblée nationale.

Les étudiantes et étudiants relèvent la tête

Annonce Macron, une première victoire !

Jeudi dernier, à l'Université Paris Saclay, en présence d'étudiants et d'étudiantes trié·e·s sur le volet, le Président de la République et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont annoncé des mesures concernant la précarité étudiante et la reprise des cours en présentiel.

Ces annonces interviennent au lendemain de la mobilisation ayant rassemblé des milliers d'étudiants et d'étudiantes à travers tout le pays pour faire face à l'inaction du gouvernement. Cette mobilisation, à l'initiative de l'Union des étudiantes et étudiants communistes, a été appelée par l'ensemble des organisations étudiantes et de jeunesse. Face à l'ampleur de la mobilisation, le Président et la Ministre n'ont pas eu d'autres choix que d'apporter des réponses.

Sur la précarité étudiante, qui a explosé avec les effets de la crise économique, Macron a annoncé l'extension des repas Crous à 1 € à l'ensemble des étudiants et étudiantes et ce deux fois par jour, alors même qu'une grande partie des restaurants universitaires sont encore aujourd'hui fermés. Initialement, ces repas étaient destinés aux seuls étudiants boursiers. S'il s'agit là de la mise en place d'une mesure d'urgence nécessaire, il faut désormais ouvrir les restaurants universitaires avec un protocole sanitaire strict afin de pouvoir appliquer cette mesure. Et si cette annonce constitue une avancée, il y a urgence à aller plus loin pour sortir efficacement les étudiants et les étudiantes de la précarité et des logiques de charité.

En finir avec la précarité étudiante

L'UEC revendique la mise en place d'un plan de lutte ambitieux pour en finir avec la précarité étudiante : un investissement massif dans le CROUS afin de pouvoir développer et renforcer ses services (cité-U, Resto-U...). L'instauration d'un revenu étudiant, au-dessus du seuil de pauvreté et financé par une nouvelle branche de la Sécurité sociale. C'est là aussi une nécessité pour lutter efficacement contre la précarité étudiante, sortir des logiques de solidarité familiale et permettre à chaque étudiante et étudiant de poursuivre ses études.

Sur les universités, le Président a annoncé que ce second semestre ne serait pas celui d'un retour à la normale. La mise en place des moyens nécessaires afin de permettre un plan d'ouverture des universités n'étant toujours pas au programme. Cependant pour Macron, les étudiants et les étudiantes qui en feront la demande pourront venir suivre leurs cours en présentiel une fois par semaine. S'il s'agit là d'une avancée sortie du chapeau du Président, nous ne savons ni quand ni comment cette mesure sera mise en place par les universités. Les étudiants et les étudiantes restent encore une fois dans le flou.

L'UEC demande l'ouverture des universités à l'ensemble des étudiants et des étudiantes avec un dédoublement des promotions, c'est-à-dire la mise en place d'une jauge à 50 % dans les universités et d'un protocole sanitaire strict.

À situation exceptionnelle, il faut mettre en place des moyens financiers, humains et matériels exceptionnels : réquisitions des locaux et des salles vides, recrutement des personnels éducatifs et leur titularisation. La multiplication des espaces de cours permettra à la fois d'assurer la sécurité du personnel et des étudiants et des étudiantes mais également rattraper en partie le retard. Un plan de rattrapage du retard accumulé doit également être mis en place.

Ces annonces sont des premières victoires et prouvent l'intérêt et l'importance de se mobiliser. Le 26 janvier, amplifions la mobilisation pour la qualité de nos formations, un retour en présentiel ambitieux, et un réel plan de lutte contre la précarité étudiante !

La force étudiante est de retour !

Partout sur le territoire, les secteurs étudiants ont été à l'initiative de cette mobilisation rassemblant entre 150 et 300 étudiantes et étudiants selon les villes. À Paris, 3 000 étudiantes et étudiants ont défilé derrière la banderole des organisations de jeunesse.

Après une période trouble, l'UEC s'impose dans le paysage universitaire comme une organisation incontournable. De nombreux secteurs se développent et se structurent partout en France. Malgré un contexte très compliqué pour l'activité militante étant donné que les universités sont fermées, la branche étudiante du Mouvement continue une activité régulière. L'UEC a fait le choix de développer son activité sur les cités universitaires en multipliant les actions : porte-à-porte, gestes de solidarité avec des distributions de denrées alimentaires, boîtage... Ces actions en cités universitaires permettent de préparer la reprise des cours. Les multiples contacts et adhésions ont permis à l'UEC de commencer à s'implanter dans les résidences universitaires. L'objectif de se structurer au sein des résidences universitaires est une nécessité pour permettre à l'UEC de rayonner chez les étudiantes et étudiants. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

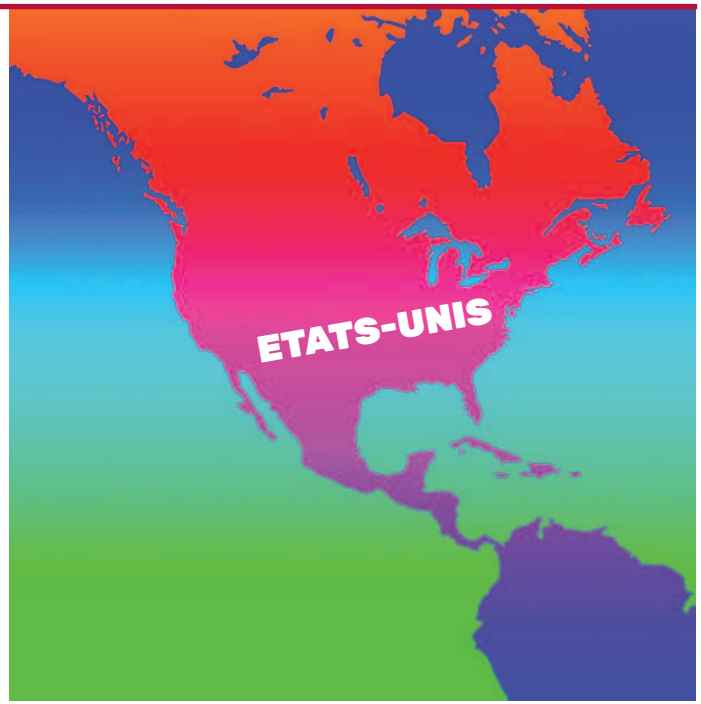
CODE POSTAL..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

États-Unis

Vers une nouvelle politique migratoire

Dans les décrets considérés comme urgents par la nouvelle administration américaine, il y a la politique migratoire. Des annonces intéressantes qui prennent le contrepied de l'idéologie xénophobe et raciste de Donald Trump.



Est-ce que les démocrates américains pensent que pour battre durablement l'extrême droite, il faut considérer les politiques migratoires comme un sujet important, rationnel et prioritaire ? On ne pourra le dire que plus tard. Mais prenons le temps de voir les annonces et les décrets signés par Joe Biden. Ces annonces permettent un nouvel espoir pour les personnes migrantes et un nouveau dialogue avec le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador qui a fait des déclarations dans ce sens il y a quelques jours.

Gel de la construction du mur à la frontière mexicaine, projet de loi envoyé au congrès pour la régularisation par étapes de 11 millions de travailleurs sans-papiers qui vivent aux États-Unis (3 % de la population du pays), décret permettant aux « dreamers » de rester légalement aux Etats-Unis et envisager la citoyenneté américaine, voici quelques annonces qui marquent une volonté d'une nouvelle politique migratoire.

Cette annonce au sujet des « dreamers », environ 700 000 personnes arrivées aux États-Unis avant l'âge de 16 ans que Trump a essayé d'expulser, est particulièrement symbolique de la volonté de Biden de rompre avec les délires de l'ancienne administration américaine. Seule la cour suprême avait bloqué les mesures d'expulsion demandées par Trump en juin 2020.

Le projet de loi permettra aussi de rétablir le statut de résident aux personnes accueillies temporairement pour raison humanitaire, ce qui concerne notamment une importante communauté haïtienne.

> ***"Les questions migratoires sont au cœur de notre époque et elles représentent un défi mondial"***

Évidemment ces décrets ne résoudront pas tous les problèmes des demandeurs d'asile bloqués au Mexique, il faudra bien faire en sorte que les tribunaux examinent leur dossier. Ces décrets ne règleront pas non plus les caravanes de migrants venant d'Honduras ; mais ouvrir un nouveau dialogue avec le Mexique pour coopérer et éviter la mise en danger des migrants qui traversent les pays d'Amérique centrale pour chercher une nouvelle vie représente aussi un espoir.

Personne n'est dupe sur le côté « annonce » des décrets des premiers jours du nouveau président américain. Mais imaginons un président de la République française annoncer la régularisation des sans-papiers qui vivent sur notre territoire, imaginons un président de la République française annoncer une coopération avec les pays méditerranéens pour le sauvetage, l'accueil digne des réfugiés en péril sur les embarcations de fortune des « passeurs » mafieux. Cela représenterait une véritable avancée et là aussi un véritable espoir !

Beaucoup le disent, les questions migratoires sont au cœur de notre époque et elles représentent un défi mondial qui est manipulé, utilisé par l'extrême droite. Ni mur, ni pandémie, ni agitation de militants de « génération identitaire » n'arrêtent les mouvements de population mais ils les rendent dangereux et génèrent des drames humains effroyables. Ce sont bien ces drames qu'il faut arrêter et pas les migrations, et cela ne pourra se faire qu'en ouvrant des voies légales et sécurisées de migrations et de nouvelles politiques d'accueil dignes des réfugiés. ✪

Cécile Dumas
responsable-adjointe du secteur International du PCF
chargée des enjeux migratoires